Veille citoyenne d'information sur les OGM et les semences

# Des avancées responsables et réfléchies…

Par Eric MEUNIER Eric Meunier, salarié d'Inf'OGM

Publié le 31/01/2005

Par un astucieux système de délégation de pouvoir, la Commission européenne a fait le choix de responsabiliser partiellement les gouvernements sur le thème des OGM.

Conservant le pouvoir d'autoriser les OGM, la Commission préfère que les Etats membres soient les maîtres d'ouvrage du cadre législatif gérant la réalité sur le terrain : la "coexistence". Si protectrice des entreprises, cette
Commission en oublie les citoyens.

Le gouvernement français a donc l'occasion de prouver qu'il travaille pour les citoyens français et qu'il a su mettre à profit les cinq années de moratoire pour débattre et répondre aux questions que posent les OGM. Et c'est donc en toute logique que ces cinq années de travail se concluent, non par une loi basée sur des arguments solides mais par une "mission d'informations" des députés français. Objectif de la mission : évaluer "les enjeux des essais et de l'utilisation des OGM". Six mois de plus car cinq ans ne semblent pas avoir suffi.

Regroupant sur le papier 31 députés, cette mission aura auditionné une majorité des acteurs impliqués sur le sujet des OGM et s'en va aujourd'hui en Afrique du Sud, en Espagne et aux Etats-Unis pour voir la réalité du terrain. Mais pourquoi lors des tables rondes contradictoires, tout au plus dix députés étaient présents : emploi du temps chargé ? connaissance déjà accrue du dossier ? ou tâches prioritaire à accomplir ? Et qu'avons-nous entendu lors des ces tables rondes ? que les évaluations scientifiques sur la santé sur le long terme n'étaient pas possibles, que celles sur le court terme étaient impropres, que des cultures commerciales avaient déjà lieu en France sans que cette mission ne soit tenue au courant, que malgré les contaminations avérées, la coexistence est possible mais que pourtant les assureurs refusent de couvrir le risque lié aux OGM. Et les députés de s'avouer un peu perdus dans la nébuleuse d'arguments présentés et l'absence effective de certitudes.

Mais laissons les députés d'un pays déjà membre de l'Union européenne pour s'intéresser au travail de ceux de pays entrants en 2007. Car si l'UE travaille, la Roumanie et la Bulgarie plantent. Ces deux pays qui intègreront l'UE en 2007 se savent aujourd'hui producteurs d'OGM mais sont incapables de dire où, sur quelles surfaces ou encore dans quels produits.

Et c'est sans parler de leur incapacité à tracer et étiqueter des aliments contenant des OGM. Voilà qui devrait rassurer la Commission européenne sur sa capacité à affirmer plus tard : "Oui, nous avons tout fait pour que les OGM soient un progrès pour tous et non un problème"...

Adresse de cet article : https://infogm.org/article_journal/des-avancees-responsables-et-reflechies/